

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 NOVEMBRE 1912.

Proposition de loi complétant la loi du 7 mai 1888 et concernant les prestations en faveur des élèves des écoles publiques et privées.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Le 20 décembre 1905, j'ai soumis à la Chambre une proposition de loi ainsi conçue :

« Les dispositions de la loi du 7 mai 1888 relative à la répression de quelques abus commis par des administrations publiques de bienfaisance sont applicables aux conseils communaux ainsi qu'aux membres ou employés des administrations communales qui prendraient des résolutions contraires à ces dispositions ou feraient dépendre l'octroi de soupes scolaires, de vêtements ou de toute autre allocation de conditions que les dites dispositions concernent. »

Les développements de cette proposition la justifiaient dans les termes que voici :

« Parmi les libertés fondamentales consacrées par la Constitution figurent la liberté de conscience et la liberté d'enseignement. Ces libertés seraient illusoire si par des moyens directs ou indirects les pouvoirs publics obligeaient les parents à envoyer leurs enfants dans une école dont l'enseignement ne répondrait pas à leurs convictions. L'usage qu'ils feraient de leurs ressources serait particulièrement odieux, si, exploitant le dénûment des pauvres gens, ils en tiraient parti pour ne leur accorder des secours qu'à

la condition d'envoyer leurs enfants dans les écoles que ces pouvoirs patronnent.

» Cet abus a sévi dans la période de 1879 à 1884. On a vu alors des administrations de bienfaisance refuser systématiquement tout secours aux familles indigentes qui n'enverraient pas leurs enfants dans les écoles dites neutres et que leur conscience réprouvait.

» Aussi la loi du 7 mai 1888 a-t-elle réprimé cet abus. Elle a déclaré nulle toute résolution « prise par un bureau de bienfaisance ou une autre administration publique charitable tendant à faire recommander exclusivement certaines écoles déterminées ou à faire dépendre l'allocation des secours de l'envoi des enfants pauvres dans ces écoles ». Elle a en même temps frappé de peines « tout membre ou employé d'un bureau de bienfaisance ou d'un comité de charité, tout membre ou employé d'une administration publique charitable qui aura, soit directement, soit indirectement, fait dépendre l'octroi de secours permanents, temporaires ou extraordinaires aux indigents de l'envoi de leurs enfants dans certaines écoles déterminées ».

» On remarquera la généralité de ces termes. La loi n'a pas visé seulement les bureaux de bienfaisance et les comités de charité, mais, d'une manière générale, les administrations charitables publiques. En réalité, ce qu'elle a voulu empêcher, c'est qu'une autorité publique quelconque se permit de faire usage de ses ressources pour peser sur la conscience des pauvres et leur imposer ainsi indirectement une école déterminée pour leurs enfants.

» La loi de 1888 a produit les résultats qu'elle entendait atteindre. On n'a plus guère vu depuis lors des bureaux de bienfaisance prendre des résolutions ou s'exposer aux répressions visées par elle. Mais depuis qu'elle a été portée, la question s'est présentée de savoir si des administrations communales, se substituant en réalité aux bureaux de bienfaisance, ne pouvaient user du budget dont elles disposent pour, sous forme de soupes scolaires, d'octroi de vêtements ou autrement, favoriser les enfants des écoles officielles et amener par ce moyen les pauvres gens à y envoyer leurs enfants. La question n'est pas ici de savoir si des administrations publiques quelconques ont raison de disposer d'une partie de leurs ressources pour améliorer la condition des enfants en âge d'école par un des moyens indiqués : l'affirmative ne sera, croyons-nous, contestée par personne. La question est de savoir si, lorsqu'elles usent de cette faculté, elles peuvent subordonner leurs libéralités à l'envoi des enfants dans une école déterminée. A ne consulter que la pensée de la loi de 1888, la solution ne semble pas douteuse, et c'est la méconnaître, tout au moins dans son esprit, que de permettre aux conseils communaux de faire ce qu'elle a interdit formellement aux administrations charitables. »

Seulement le texte de la loi de 1888 ne visait pas les administrations communales. Il m'a paru dès lors qu'il fallait étendre les dispositions de cette loi à ces administrations, ce qui est répréhensible de la part des administrations de bienfaisance l'étant aussi de la part des conseils communaux. J'ajoutais

que les motifs invoqués dans les travaux préparatoires de cette loi s'appliquaient à cette extension et je m'y réfèrais ⁽¹⁾.

La proposition faite le 20 décembre 1905 reçut de la majorité des sections un accueil favorable. Mais, au cours de l'examen qu'en fit la Section centrale, celle-ci fut saisie par M. de Trooz, Ministre de l'Intérieur, d'amendements qui, envisageant les distributions scolaires de soupe, de vêtements ou d'objets quelconques d'habillement comme rentrant exclusivement dans le service de la bienfaisance, faisaient des bureaux de bienfaisance les distributeurs des allocations communales. Voici ces amendements :

ARTICLE PREMIER.

Les provinces et les communes ne peuvent intervenir dans les distributions scolaires de soupe, de vêtements ou d'objets quelconques d'habillement que par l'intermédiaire des bureaux de bienfaisance.

Les allocations inscrites aux budgets communaux pour les distributions scolaires de soupe, de vêtements ou d'objets quelconques d'habillement seront réparties, par les soins du bureau de bienfaisance, entre les écoles communales, adoptées et adoptables, au prorata du nombre des enfants domiciliés dans la commune, ayant droit à l'instruction gratuite, le tout conformément à l'article 3, § 6, de la loi du 15 septembre 1895.

ART. 2.

Aucun mandat ne pourra être émis sur les allocations inscrites aux budgets communaux pour des distributions scolaires de soupe, de vêtements ou d'objets quelconques d'habillement qu'au profit des bureaux de bienfaisance.

Les mandats imputables sur ces allocations, émis conformément à l'article 146 de la loi communale, ne pourront être payés par le receveur communal qu'après avoir été munis du visa du Gouverneur de la province.

ART. 3.

Le receveur communal est personnellement responsable vis-à-vis du bureau de bienfaisance des paiements qu'il fait à des tiers, au préjudice de cet établissement charitable.

Le recouvrement des sommes induement payées sera poursuivi contre lui, comme en matière de contributions directes, par le receveur de l'État, sur la production d'un état dressé par le Gouverneur de la province et rendu exécutoire par lui.

(1) Développements de la proposition de loi par M. Woeste. Séance du 30 novembre 1887 (*Ann. parl.*, pp. 31-32). — Rapport de M. Colaert du 25 janvier 1888 (*Doc. parl.*, pp. 89-91). — Discussion. Séances des 19, 20 et 24 avril 1888 (*Ann. parl.*, pp. 1052 à 1110).

ART. 4.

Les bureaux de bienfaisance seront tenus de répartir, conformément à la présente loi, les allocations votées par le conseil communal.

En cas d'inexécution de leur part, leurs membres ou employés seront passibles des peines prévues par l'article 1^{er} de la loi du 7 mai 1888.

* * *

Dans un esprit de conciliation, je déclarai alors que, si l'accord se faisait au sein de la Section centrale et de la Chambre pour adopter les amendements de M. de Trooz, je n'y ferais pas d'opposition.

C'est dans ces conditions que la Section centrale adopta lesdits amendements par 4 voix contre 2 et que M. Colaert déposa le 19 février 1909 un rapport où se trouvait consignée cette résolution.

Mais bientôt les faits vinrent apporter à la solution de la question leur contingent d'informations. Certaines administrations communales avaient pris l'initiative des distributions de soupes scolaires, soit exclusivement en faveur des élèves des écoles communales, soit d'une manière générale en faveur des élèves de toutes les écoles. D'autre part, des institutions privées s'étaient organisées pour contribuer à ces distributions en faveur de quelques catégories d'enfants. C'est à raison de ces faits que je déposai le 27 avril 1909 une série d'amendements destinés à remplacer ma proposition primitive et les amendements de M. de Trooz.

Les amendements ainsi déposés le 27 avril 1909 ont besoin eux-mêmes d'être complétés à la suite des faits nouveaux qui se sont produits récemment, quelques administrations communales ayant résolu de fournir, non plus des subsides pour aliments, mais ces aliments mêmes.

La proposition que je soumetts à la Chambre tient compte de ces faits multiples. Elle ne se prononce pas sur la question de principe de savoir si les distributions de soupe et de vêtements se rattachent au domaine de la bienfaisance ou à celui de l'enseignement. Cette discussion paraît oiseuse du moment où l'on reconnaît qu'il y a lieu de maintenir les situations diverses qui se sont produites. La proposition respecte donc les initiatives prises par les communes ou par des particuliers. Seulement elle ne permet pas aux communes de n'appliquer les prestations qu'elles voteront qu'aux élèves de certaines écoles, en excluant les autres. C'est donc une pensée d'équité et d'égalité, inspirée par l'intérêt des enfants, qui a dicté la proposition.

Tels sont les motifs qui me font espérer de la Chambre un prompt et bienveillant examen.

CH. WOESTE.

Proposition de loi complétant la loi du 7 mai 1888 et concernant les prestations en faveur des élèves des écoles publiques et privées.

ARTICLE PREMIER.

Les provinces et les communes sont autorisées à voter des subsides pour aliments, vêtements ou tout autre allocation à accorder aux élèves des écoles primaires ou des écoles gardiennes.

Ces allocations ne peuvent être attribuées qu'à ceux qui ont droit à l'enseignement gratuit en vertu de l'article 3 de la loi sur l'instruction primaire.

Il ne peut être fait aucune distinction entre les élèves des écoles publiques et les élèves des écoles privées.

Les subsides sont répartis entre les écoles publiques et les écoles privées à proportion du nombre des élèves qui les fréquentent et qui ont droit à l'enseignement gratuit.

ART. 2.

Lorsque, dans une commune, il n'y a ni institutions, ni comités, ni œuvres créés pour fournir aux enfants des écoles des aliments, vêtements ou autres allocations, les subsides votés par l'administration provinciale ou l'administration communale aux fins déterminées par l'article 1^{er} sont remis au

Wetsvoorstel houdende aanvulling der wet van 7 Mei 1888 en betreffende hulpbetoon aan de leerlingen der openbare en private scholen.

EERSTE ARTIKEL.

De provinciën en de gemeenten worden gemachtigd toelagen te stemmen tot het verleenen van voedsel, kleederen of eenige andere tegemoetkoming aan de leerlingen der lagere scholen of der bewaarscholen.

Deze tegemoetkomingen mogen enkel worden toegekend aan hen die recht hebben op kosteloos onderwijs ingevolge artikel 3 van de wet op het lager onderwijs.

Geen onderscheid mag worden gemaakt tusschen de leerlingen der openbare scholen en de leerlingen der private scholen.

De toelagen worden verdeeld onder de openbare scholen en de private scholen naar verhouding van het getal leerlingen die ze bezoeken en die recht hebben op kosteloos onderwijs.

ART. 2.

Bestaan er in eene gemeente noch inrichtingen, noch comiteiten, noch werken, ingesteld tot het verstrekken van voedsel, kleederen of andere tegemoetkomingen aan de kinderen der scholen, dan worden de toelagen, door het provinciaal bestuur of door het gemeentebestuur gestemd tot het in

bureau de bienfaisance, lequel doit les faire servir aux élèves des écoles publiques et à ceux des écoles privées ayant droit à l'enseignement gratuit, de manière à maintenir l'égalité entre les uns et les autres.

Lorsque, dans une commune, il existe des institutions, comités ou œuvres créés pour fournir aux enfants des écoles publiques et à ceux des écoles privées les allocations visées à l'article 1^{er}, les subsides votés par l'administration provinciale ou l'administration communale seront remis à ces divers comités, institutions ou œuvres, dans la proportion du nombre des enfants ayant droit à l'enseignement gratuit et en vue desquels ils se sont constitués.

Lorsque, dans une commune, il existe des institutions, comités ou œuvres créés pour fournir les allocations visées à l'article 1^{er} à l'une des catégories d'écoles seulement, les subsides votés par l'administration provinciale ou par l'administration communale leur seront remis pour la part revenant à ces écoles et l'autre part sera remise au bureau de bienfaisance pour être distribuée aux enfants des écoles pour lesquels n'existe aucune œuvre, institution ou comité.

ART. 3.

Lorsqu'une commune, au lieu d'allouer des subsides aux fins déterminées dans les dispositions qui précèdent, distribue en nature des aliments ou des vêtements, il lui est loisible d'opérer cette distribution pour les élèves des écoles communales dans les locaux

artikel 1 bepaalde doel, afgegeven aan het bureel van weldadigheid; dit bureel moet ze besteden voor de leerlingen der openbare scholen alsmede voor die der private scholen, recht hebbende op kosteloos onderwijs, en wel op zoodanige wijze dat gelijkheid tusschen dezen en genen wordt behouden.

Bestaan er, in eene gemeente, inrichtingen, comiteiten of werken ingesteld tot het verstrekken van de tegemoetkomingen, in artikel 1 bedoeld, aan de kinderen der openbare scholen en aan die der private scholen, dan worden de toelagen, door het provinciaal bestuur of door het gemeentebestuur gestemd, afgegeven aan die verschillende comiteiten, inrichtingen of werken, naar verhouding van het getal kinderen recht hebbende op kosteloos onderwijs en voor wie ze zijn tot stand gekomen.

Bestaan er, in eene gemeente, inrichtingen, comiteiten of werken ingesteld tot het verstrekken van de in artikel 1 bedoelde tegemoetkomingen aan slechts ééne der soorten van scholen, dan worden de toelagen, door het provinciaal bestuur of door het gemeentebestuur gestemd, hun afgegeven tot bedrag van het aan deze scholen toekomende deel; het overige deel wordt afgegeven aan het bureel van weldadigheid om te worden geschonken aan de kinderen der scholen ten voordeele van welke geen werk, inrichting of comiteit bestaat.

ART. 3.

Wanneer eene gemeente, in plaats van toelagen te verleenen met de doeleinden vastgesteld in de voorgaande bepalingen, voeding of kleding in natura uitdeelt, staat het haar vrij deze uitdeeling, voor de leerlingen der gemeente scholen, te doen geschieden in de lokalen

mêmes de ces écoles ou ailleurs; mais elle doit, dans des conditions et des proportions égales, fournir les mêmes aliments et vêtements aux élèves des écoles privées, soit en leur distribuant ces aliments et ces vêtements dans des locaux spéciaux, soit en les faisant porter elles-mêmes dans les écoles privées, soit en autorisant ces écoles à les faire prendre dans les locaux désignés par elle.

ART. 4.

Est nulle toute résolution prise par une administration provinciale ou une administration communale qui serait contraire aux prescriptions ci-dessus énoncées.

ART. 5.

Les membres et employés des bureaux de bienfaisance qui contreviendraient aux dispositions de l'article 2 seront passibles des peines prévues par la loi du 7 mai 1888.

Il en sera de même des employés des administrations communales qui ne se conformeraient pas aux dispositions des articles 2 et 3.

zelf dier scholen of elders, doch zij moet, onder gelijke voorwaarden en verhoudingen, dezelfde voeding en kleding verschaffen aan de leerlingen der private scholen, hetzij ze die voeding en kleding uitdeele in bijzondere lokalen, hetzij ze die doe brengen in de private scholen zelf, hetzij ze deze scholen machtige ze te doen afhalen in de door haar aangewezen lokalen.

ART. 4.

Nietig is elke beslissing, uitgaande van een provinciaal bestuur of van een gemeentebestuur, welke strijdig mocht zijn met bovenstaande bepalingen.

ART. 5.

De leden en beambten der bureelen van weldadigheid, die de bepalingen van artikel 2 overtreden, worden gestraft met de straffen voorzien bij de wet van 7 Mei 1888.

Dit is insgelijks het geval met de beambten der gemeentebesturen die de bepalingen van de artikelen 2 en 3 niet mochten naleven.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 NOVEMBER 1912.

**Wetsvoorstel houdende aanvulling der wet van 7 Mei 1888 en betreffende
hulpbetoon aan de leerlingen der openbare en private scholen.**

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op 20 December 1903 werd door mij aan de Kamer onderworpen een wetsvoorstel van den volgende inhoud :

« De bepalingen der wet van 7 Mei 1888, betreffende de betengeling van eenige misbruiken begaan door openbare besturen van weldadigheid, zijn van toepassing op de gemeenteraden alsmede op de leden of beambten der gemeentebesturen die met bedoelde bepalingen strijdige beslissingen zouden nemen of het geven van schoolsoep, van kleedingstukken of van om 't even welken onderstand afhankelijk zouden maken van voorwaarden, door die bepalingen verboden. »

Dit wetsvoorstel was toegelicht in dezer voege :

« Onder de hoofdvrijheden door de Grondwet gehuldigd, vinden wij de vrijheid van geweten en de vrijheid van onderwijs. Die vrijheden zouden droombeeldig wezen, indien door rechtstreeksche of onrechtstreeksche middelen de openbare machten de ouders verplichtten, hunne kinderen naar eene school te zenden, waar het onderwijs niet zou beantwoorden aan hunne overtuiging. Het gebruik, dat zij van hunne inkomsten zouden maken, ware bijzonder hatelijk, indien zij de ontberingen der arme lieden te baat namen om hun enkel hulp te verstrekken op voorwaarde dat zij hunne kinderen zouden zenden naar de scholen door die overheden beschermd.

» Dat misbruik heerschte gedurende het tijdvak 1879-1884. Toen zag men weldadigheidsbureelen stelselmatig alle hulp weigeren aan de nooddriftige familiën die hare kinderen niet zouden zenden naar de zoogenoemde onzijdige scholen, door haar geweten afgekeurd.

» Ook heeft de wet van 7 Mei 1888 dat misbruik beteugeld. Zij verklaarde nietig elke beslissing « door een bureel van weldadigheid of door een ander » openbaar armbestuur genomen, strekkende om zekere bepaalde scholen » uitsluitend te doen aanbevelen of de vergunning van bijstand van het zenden der behoeftige kinderen in die scholen te doen afhangen ». Zij trof zelfs met straffen « elk lid of beambte van een bureel van weldadigheid of van » een liefdadigheidscomiteit, elk lid of beambte van een openbaar armbestuur, die, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, het vergunnen van beständigen, tijdelijken of buitengewonen bijstand aan de armen heeft doen » afhangen van het zenden hunner kinderen naar zekere bepaalde scholen ».

» Het onbepaalde dier bewoordingen dient opgemerkt. De wet heeft niet alleen de weldadigheidsbureelen en de liefdadigheidscomiteiten bedoeld, maar op algemeene wijze de openbare weldadigheidsbesturen. Wat ze feitelijk heeft willen beletten is, dat om 't even welke openbare overheid zich veroorloove gebruik te maken van hare inkomsten om drukking uit te oefenen op het geweten van de armen en dezen aldus onrechtstreeks voor hunne kinderen eene bepaalde school op te dringen.

» De wet van 1888 heeft de uitslagen bereikt welke zij beoogde. Men heeft bijna nooit meer weldadigheidsbureelen besluiten zien nemen of zich blootstellen aan de straffen, door de wet bepaald. Maar sedert is het vraagstuk opgerezen of gemeentebesturen, feitelijk de plaats innemende van de weldadigheidsbureelen, geen gebruik mochten maken van de begrooting waarover zij beschikken, om door middel van soep voor de scholieren, door het schenken van kleederen of anderszins, de kinderen der officieele scholen te bevoordeelen en daardoor de arme lieden over te halen om er hunne kinderen heen te sturen. Het geldt hier niet te weten of om 't even welke officieele besturen gelijk hebben te beschikken over een gedeelte hunner inkomsten om den toestand der scholieren te verbeteren door een der aangewezen middelen : dat recht zal, denken wij, door niemand worden betwist. Het geldt te weten of zij, gebruik makende van dat recht, hunne giften mogen doen afhangen van het zenden van de kinderen naar eene bepaalde school. Met het oog enkel op de hoofdgedachte der wet van 1888, schijnt de oplossing niet twijfelachtig en men zou die wet miskennen, ten minste in hare hoofdgedachte, zoo men de gemeenteraden liet doen wat de wet stellig verbiedt aan weldadigheidsbesturen. »

Doch de tekst der wet van 1888 bedoelde geenszins de gemeentebesturen. Derhalve kwam het mij noodzakelijk voor, de bepalingen dier wet uit te strekken tot deze besturen, vermits alles wat strafbaar is voor weldadigheidsbesturen, het eveneens is voor gemeenteraden. Hieraan voegde ik toe,

dat de redenen, ingeroepen tijdens de voorbereiding van die wet, ook van toepassing waren op deze uitbreiding en daarnaar verwees ik (1).

Het wetsvoorstel van 20 December 1905 werd gunstig onthaald in het meerendeel van de afdeelingen. Doch tijdens het onderzoek ter Middenafdeeling ontving deze vanwege den heer de Trooz, Minister van Binnenlandse Zaken, amendementen, welke de uitdeeling van soep, van kleederen of welke kleedingsvoorwerpen dan ook in de scholen beschouwde als uitsluitend behorend tot den dienst der weldadigheid, de weldadigheidsbureelen aanstellend als begevers van wat de gemeenten toekenden. Deze amendementen luiden aldus :

EERSTE ARTIKEL.

De provinciën en de gemeenten mogen slechts door tusschenkomst van de weldadigheidsbureelen zich inlaten met de uitdeeling van soep, van kleederen of van om 't even welke kleedingstukken aan schoolgaande kinderen.

De tegemoetkomingen, op de gemeentebegrotingen gebracht tot uitdeeling van soep, van kleederen of van om 't even welke kleedingstukken, worden, door de zorgen van de weldadigheidsbureelen, verdeeld onder de gemeentescholen, de aangenomen en de aanneembare scholen, naar verhouding van het getal kinderen die, hunne woonplaats in de gemeente hebbende, aanspraak mogen maken op kosteloos onderwijs, dat alles overeenkomstig artikel 3, § 6, der wet van 15 September 1895.

ART. 2.

Geen mandaat, betaalbaar uit de tegemoetkomingen op de gemeentebegrotingen gebracht tot uitdeeling van soep, van kleederen of van om 't even welke kleedingstukken aan schoolgaande kinderen, mag worden uitgegeven tenzij ten voordeele van de weldadigheidsbureelen.

De op die tegemoetkomingen aan te rekenen mandaten, uitgegeven overeenkomstig artikel 146 der gemeentewet, mogen eerst dan door den gemeenterecever worden betaald, wanneer zij door den Gouverneur der provincie voor gezien zijn onderteekend.

ART. 3.

De gemeenterecever is persoonlijk aansprakelijk tegenover het weldadigheidsbureau voor de betalingen door hem aan derden gedaan ten nadeele van deze liefdadige instelling.

De inning van de ten onrechte betaalde sommen wordt tegen hem vervolgd, zooals in zake van rechtstreeksche belastingen, door den ontvanger

(1) Toelichting van het wetsvoorstel door den heer Woeste. Vergadering van 30 November 1887 (*Hand.*, blz. 31 tot 33). — Verslag van den heer Colaert, 25 Januari 1888 (*Stukken uitgaande van de Kamer*, blz. 89-91). — Beraadslaging, vergadering van 19, 20 en 24 April 1889 (*Hand.*, blz. 1032 tot 1110).

van den Staat, op overlegging van een door den Gouverneur der provincie opgemaakten en door dezen uitvoerbaar verklaarden staat.

ART. 4.

De bureelen van weldadigheid zijn gehouden de tegemoetkomingen, door den gemeenteraad gestemd, te verdeelen overeenkomstig deze wet.

Verzuimen zij dat te doen, dan worden hunne leden of beambten gestraft met de straffen voorzien bij artikel 1 der wet van 7 Mei 1888.

*
* *

Verzoeningsgezind verklaarde ik toen dat, zoo de Middenafdeeling en de Kamer het eens waren om de amendementen van den heer de Trooz aan te nemen, ik mij daartegen niet zou verzetten.

Onder deze omstandigheden hechtte de Middenafdeeling, met 4 stemmen tegen 2, haar zegel aan bedoelde amendementen en werd op 19 Februari 1909 door den heer Colaert een verslag ingediend, waarin deze verklaring was opgenomen.

Doch eerlang werd de oplossing van het vraagstuk nader toegelicht door tal van inlichtingen, gesteund op feiten. Sommige gemeentebesturen hadden op zich genomen soep uit te deelen in de scholen, hetzij uitsluitend ten bate van de leerlingen der gemeentescholen, hetzij in algemeenen zin voor de leerlingen van alle scholen. Anderdeels waren private instellingen tot stand gekomen om bij te dragen tot deze uitdeelingen ten bate van enkele soorten van kinderen. Naar aanleiding daarvan diende ik op 27 April 1909 eene reeks amendementen in, welke bestemd waren om mijn eerste voorstel en de amendementen van den heer de Trooz te vervangen.

Ook de aldus op 27 April 1909 overgelegde amendementen behooren zelf te worden aangevuld ten gevolge van nieuwe feiten, welke zich in den jongsten tijd voordeden, vermits enkele gemeentebesturen besloten niet langer toelagen voor voedingswaren te verstrekken, doch wel deze waren zelve.

Met deze menigvuldige feiten wordt rekening gehouden in het voorstel dat ik de Kamer voorleg. Het doet geen uitspraak over het vraagstuk van beginsel, of de uitdeeling van soep of van kleederen behoort tot de bevoegdheid van de weldadigheid of tot die van het onderwijs. Dergelijke redetwist schijnt nutteloos, van 't oogenblik dat er aanleiding bestaat tot handhaving van de onderscheiden toestanden welke zich voordeden. Het wetsvoorstel eerbiedigt dus het initiatief, genomen door gemeenten of bijzondere personen. Doch het laat de gemeenten niet toe, het door haar verleend hulpbetoon slechts te bestemmen voor de leerlingen van zekere scholen, met uitsluiting van de anderen. 't Is dus van een begrip van billijkheid en gelijkheid, ingegeven door het belang der kinderen, dat het voorstel uitgaat.

Om deze redenen, hoop ik, zal de Kamer het spoedig en welwillend onderzoeken.

CH. WOESTE.

**Proposition de loi complétant la loi du
7 mai 1888 et concernant les pres-
tations en faveur des élèves des
écoles publiques et privées.**

ARTICLE PREMIER.

Les provinces et les communes sont autorisées à voter des subsides pour aliments, vêtements ou tout autre allocation à accorder aux élèves des écoles primaires ou des écoles gardiennes.

Ces allocations ne peuvent être attribuées qu'à ceux qui ont droit à l'enseignement gratuit en vertu de l'article 3 de la loi sur l'instruction primaire.

Il ne peut être fait aucune distinction entre les élèves des écoles publiques et les élèves des écoles privées.

Les subsides sont répartis entre les écoles publiques et les écoles privées à proportion du nombre des élèves qui les fréquentent et qui ont droit à l'enseignement gratuit.

ART. 2.

Lorsque, dans une commune, il n'y a ni institutions, ni comités, ni œuvres créés pour fournir aux enfants des écoles des aliments, vêtements ou autres allocations, les subsides votés par l'administration provinciale ou l'administration communale aux fins déterminées par l'article 1^{er} sont remis au

**Wetsvoorstel houdende aanvulling der
wet van 7 Mei 1888 en betreffende
hulpbetoon aan de leerlingen der
openbare en private scholen.**

EERSTE ARTIKEL.

De provinciën en de gemeenten worden gemachtigd toelagen te stemmen tot het verleenen van voedsel, kleederen of eenige andere tegemoetkoming aan de leerlingen der lagere scholen of der bewaarscholen.

Deze tegemoetkomingen mogen enkel worden toegekend aan hen die recht hebben op kosteloos onderwijs ingevolge artikel 3 van de wet op het lager onderwijs.

Geen onderscheid mag worden gemaakt tusschen de leerlingen der openbare scholen en de leerlingen der private scholen.

De toelagen worden verdeeld onder de openbare scholen en de private scholen naar verhouding van het getal leerlingen die ze bezoeken en die recht hebben op kosteloos onderwijs.

ART. 2.

Bestaan er in eene gemeente noch inrichtingen, noch comiteiten, noch werken, ingesteld tot het verstrekken van voedsel, kleederen of andere tegemoetkomingen aan de kinderen der scholen, dan worden de toelagen, door het provinciaal bestuur of door het gemeentebestuur gestemd tot het in

bureau de bienfaisance, lequel doit les faire servir aux élèves des écoles publiques et à ceux des écoles privées ayant droit à l'enseignement gratuit, de manière à maintenir l'égalité entre les uns et les autres.

Lorsque, dans une commune, il existe des institutions, comités ou œuvres créés pour fournir aux enfants des écoles publiques et à ceux des écoles privées les allocations visées à l'article 1^{er}, les subsides votés par l'administration provinciale ou l'administration communale seront remis à ces divers comités, institutions ou œuvres, dans la proportion du nombre des enfants ayant droit à l'enseignement gratuit et en vue desquels ils se sont constitués.

Lorsque, dans une commune, il existe des institutions, comités ou œuvres créés pour fournir les allocations visées à l'article 1^{er} à l'une des catégories d'écoles seulement, les subsides votés par l'administration provinciale ou par l'administration communale leur seront remis pour la part revenant à ces écoles et l'autre part sera remise au bureau de bienfaisance pour être distribuée aux enfants des écoles pour lesquels n'existe aucune œuvre, institution ou comité.

ART. 3.

Lorsqu'une commune, au lieu d'allouer des subsides aux fins déterminées dans les dispositions qui précèdent, distribue en nature des aliments ou des vêtements, il lui est loisible d'opérer cette distribution pour les élèves des écoles communales dans les locaux

artikel 1 bepaalde doel, afgegeven aan het bureel van weldadigheid; dit bureel moet ze besteden voor de leerlingen der openbare scholen alsmede voor die der private scholen, recht hebbende op kosteloos onderwijs, en wel op zoodanige wijze dat gelijkheid tusschen dezen en genen wordt behouden.

Bestaan er, in eene gemeente, inrichtingen, comiteiten of werken ingesteld tot het verstrekken van de tegemoetkomingen, in artikel 1 bedoeld, aan de kinderen der openbare scholen en aan die der private scholen, dan worden de toelagen, door het provinciaal bestuur of door het gemeentebestuur gestemd, afgegeven aan die verschillende comiteiten, inrichtingen of werken, naar verhouding van het getal kinderen recht hebbende op kosteloos onderwijs en voor wie ze zijn tot stand gekomen.

Bestaan er, in eene gemeente, inrichtingen, comiteiten of werken ingesteld tot het verstrekken van de in artikel 1 bedoelde tegemoetkomingen aan slechts ééne der soorten van scholen, dan worden de toelagen, door het provinciaal bestuur of door het gemeentebestuur gestemd, hun afgegeven tot bedrag van het aan deze scholen toekomende deel; het overige deel wordt afgegeven aan het bureel van weldadigheid om te worden geschonken aan de kinderen der scholen ten voordeele van welke geen werk, inrichting of comiteit bestaat.

ART. 3.

Wanneer eene gemeente, in plaats van toelagen te verleen en met de doeleinden vastgesteld in de voorgaande bepalingen, voeding of kleeding in natura uitdeelt, staat het haar vrij deze uitdeeling, voor de leerlingen der gemeente scholen, te doen geschieden in de lokalen

mêmes de ces écoles ou ailleurs; mais elle doit, dans des conditions et des proportions égales, fournir les mêmes aliments et vêtements aux élèves des écoles privées, soit en leur distribuant ces aliments et ces vêtements dans des locaux spéciaux, soit en les faisant porter elles-mêmes dans les écoles privées, soit en autorisant ces écoles à les faire prendre dans les locaux désignés par elle.

ART. 4.

Est nulle toute résolution prise par une administration provinciale ou une administration communale qui serait contraire aux prescriptions ci-dessus énoncées.

ART. 5.

Les membres et employés des bureaux de bienfaisance qui contreviendraient aux dispositions de l'article 2 seront passibles des peines prévues par la loi du 7 mai 1888.

Il en sera de même des employés des administrations communales qui ne se conformeraient pas aux dispositions des articles 2 et 3.

zelf dier scholen of elders, doch zij moet, onder gelijke voorwaarden en verhoudingen, dezelfde voeding en kleeding verschaffen aan de leerlingen der private scholen, hetzij ze die voeding en kleeding uitdeele in bijzondere lokalen, hetzij ze die doe brengen in de private scholen zelf, hetzij ze deze scholen machtige ze te doen afhalen in de door haar aangewezen lokalen.

ART. 4.

Nietig is elke beslissing, uitgaande van een provinciaal bestuur of van een gemeentebestuur, welke strijdig mocht zijn met bovenstaande bepalingen.

ART. 5.

De leden en beambten der bureelen van weldadigheid, die de bepalingen van artikel 2 overtreden, worden gestraft met de straffen voorzien bij de wet van 7 Mei 1888.

Dit is insgelijks het geval met de beambten der gemeentebesturen die de bepalingen van de artikelen 2 en 3 niet mochten naleven.